

Discours de réception de Monsieur François Guillaume



Le patriotisme a-t-il encore un sens ?

Monsieur le Président,

Mes chers confrères,

J'apprécie l'honneur de me retrouver devant vous pour vous traduire en quelques mots ma fierté de siéger à vos côtés, mon plaisir de partager vos expériences et vos savoirs aussi éminents qu'éclectiques en cette Académie de Stanislas qui, selon le vœu de son illustre fondateur, a pour vocation première de contribuer au rayonnement de nos valeurs intellectuelles et humaines sans nous démarquer de notre singularité lorraine, fondement de notre identité et de notre originalité. Cependant, autant il nous apparaît judicieux de préserver cette marque d'origine à la fois historique et terrienne, autant *a contrario*, il semble évident à d'autres que le monde étant désormais un grand village, un grand marché, il convient de gommer les identités au profit d'un *homo universalis* en qui se reconnaissent déjà les globe-trotters de l'économie et de la finance. D'où la question que je vous sou mets : la nation est-elle si périmée qu'elle ne serait plus que le musée des civilisations passées ? Un credo mondialiste va-t-il se substituer à la foi patriotique ?

Sommes-nous uniquement des citoyens du monde ou, pire, des consommateurs boulimiques du plus offrant, du mieux offrant ? Le gouvernement de l'Europe n'est-il pas, dans ses travers, ce qu'on peut redouter d'une gestion plus ou moins unifiée de la planète où la délégation de pouvoirs et ses abus finiraient par engendrer une foule d'indignés ; la globalisation de l'économie ne risque-t-elle pas de s'étendre aussi à la culture, expression de notre identité ? Jamais, nous dit-on. Et pourtant ! La domination linguistique anglo-saxonne en est une première manifestation. Et ce n'est pas la mode du retour aux idiomes locaux qui y changera quelque chose sauf à leur faire des emprunts

pour enrichir notre vocabulaire plutôt que de multiplier les anglicismes. Une autre atteinte culturelle nous menace avec la suprématie américaine sur le 7^{ème} art, forte de la diffusion télévisuelle sans frontières de ses œuvres, à la seule et notable exception française que je crains provisoire ; suprématie qui porte en germe le nivellement culturel et l'assujettissement à la pensée unique.

Face au déferlement des bonnes raisons du vivre mondialement ensemble, toutes humanités confondues et tous sur le même modèle, le patriotisme, cette palpitation affective du cœur, a-t-il encore un sens ? Le sentiment viscéral d'appartenance à une nation pourrait-il s'exercer au sein d'un ensemble plus vaste que celle-ci pour s'étendre à tout un continent ? Je ne le crois pas à l'épreuve de la question suivante : qui accepterait de mourir pour l'Europe comme d'autres, dans le passé, sont morts pour la liberté de leur pays ? Personne. Parce qu'il n'y a rien de commun entre un Lapon et un Chypriote. Rien d'autre que des règles communes, économiques et monétaires certes, mais qui ignorent le social et le tandem diplomatie-défense, c'est-à-dire l'essentiel. En confirmation, je relève l'incapacité des Etats membres européens à s'entendre sur des interventions militaires quand tout le monde veut commander alors que personne ne veut monter au front, à l'exception de la France et de la Grande-Bretagne. Peut-on remédier à ce déficit de volonté commune ? J'estime que non si on prétend faire l'impasse sur l'identité des peuples, donc sur les raisons profondes de leur différenciation. Car la nation est le mariage d'un peuple avec une terre, un drapeau, une histoire, une langue et une culture. Muselé, le sentiment national ressurgit. Avec ferveur en Europe centrale et orientale après 70 ans de joug soviétique. Exacerbé par une trop longue soumission à la dominante serbe, il provoque jusqu'à l'émiettement de la Yougoslavie, réveillant l'ambition d'une grande Albanie issue de ses dépouilles. Et que penser de la division de la Tchécoslovaquie en deux Etats-Nations, en affirmation de leur retour à leurs identités respectives ? Parce que notre histoire est millénaire, nous ne copierons jamais le modèle américain, de trop récente facture ; nous ne serons jamais un satellite des Etats-Unis d'Amérique. Dans le subconscient des peuples demeure l'enracinement à un territoire où s'est forgée une solidarité vraie sous l'effet des menaces et des dangers extérieurs et, plus encore, d'un lent partage des mœurs et des coutumes soit, pour tout dire, d'une morale universelle. Déconsidérée, raillée, cette religion du sol rejaillit sous des formes multiples. Etouffée par Bruxelles, la fierté nationale renaît : elle renaît sur les stades, elle renaît au cœur des provinces de l'Hexagone. Elle tire son orgueil des performances de nos entreprises, des succès de nos scientifiques, de la persévérance de nos paysans, de la munificence inégalée de nos grandes maisons du luxe, des prouesses techniques de nos ingénieurs, ceux qui sont à l'origine des succès d'Airbus, d'Ariane et du nucléaire, défis d'origine française ; elle

tire son inspiration de la richesse de notre création artistique. Elle est source d'émulation, de dépassement, plus que ne veulent l'avouer nos concitoyens eux-mêmes. Ignorer ces réalités quasi génétiques, ce serait porter atteinte au génie d'un peuple ; ce serait éteindre la lumière d'un pays, le nôtre, qui ne pourrait plus parler des « Lumières » qu'au passé. Céder sur notre identité serait confirmer que « les civilisations ne meurent pas assassinées, elles se suicident ».

Mais je ne voudrais pas que vous interprétiez mon propos comme un hymne à un patriotisme étroit, une philippique pour la défense des conservatismes. Le monde change. Le paysage géopolitique ne peut rester immuable. Ce n'est pas pour autant qu'il faut faire table rase du passé. L'Europe en chantier nous fournit le bon exemple qu'une mosaïque de populations ne peut enfanter une nation commune lorsqu'il s'agit de fondre dans un même creuset un Nord libre-échangiste, calviniste et plutôt austère avec un Sud de droit romain, traditionaliste, catholique et volontiers convivial, un Est sous influence slave et orthodoxe et, à l'Ouest, des îles britanniques atlantistes. Autant cet espace peut être organisé pour assurer une libre circulation des biens, des capitaux et, avec réserves, des personnes, et au-delà développer des solidarités internes à géométrie variable, autant une centralisation des pouvoirs sans assise démocratique suffisante, sans adhésion populaire - fut-elle amendée par l'exercice d'une subsidiarité réelle - ne pourra s'imposer aux peuples ni contrevenir à leur droit de disposer librement d'eux-mêmes. Car le projet européen s'est compliqué de la fuite en avant de ses promoteurs, de ses élargissements successifs précipités, de l'autoritarisme des Institutions qu'il a créées.

Faut-il pour autant préconiser le repli ? Non, à condition de ne pas lui fournir d'arguments ; c'est-à-dire en respectant la ligne jaune des souverainetés qui établit la démarcation entre le respect de l'identité nationale et l'intégration à un ensemble continental se révélant sans âme et sans autre objectif que la recherche d'une communauté d'intérêts. Mais si les termes du contrat européen font de la diversité une richesse et non, comme le pensent certains, un obstacle, alors ce sera la promesse d'une union libre qui vaut mariage. Car à défaut d'un idéal collectif respectueux des identités nationales, porté par un patriotisme serein - qui ne se confond pas avec le nationalisme -, soutenu par une volonté populaire éclairée des défis du monde, le foisonnement naturel des ambitions issues des familles, des terroirs ou des corporations s'exercerait sans être canalisé vers la recherche d'un destin commun.

Mes chers collègues, je voudrais vous en convaincre, le terreau du génie c'est pour moi - et cela le restera - la foi en la nation.